

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

États Généraux, les vraies questions...

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : jeudi 23 octobre 2014

Démocratie & Socialisme

À l'heure des états généraux, le Premier ministre et le premier secrétaire du PS sont en quête de caution militante pour l'établissement d'une « *nouvelle carte d'identité de notre parti* » qui leur permettra d'affirmer ensuite que, comme le beaujolais bas de gamme de la fin novembre, « *le socialisme nouveau est arrivé* ». En fait, le véritable débat qu'ils tentent ainsi d'éluder est celui du Congrès qu'ils nous refusent ! Ils craignent d'y voir désavouée leur adhésion à une donnée soi-disant indépassable, celle de la globalisation de l'économie avec, pour tout horizon l'austérité et la compétitivité destructrice de richesses et de droits sociaux pour le plus grand nombre.

Non, il n'y a pas d'un côté les réformateurs qui auraient le courage d'affronter la réalité des contraintes d'une économie globalisée et de l'autre les idéologues archaïques, favorables à une politique de demande et à plus de dépense publique, incapables de saisir la nouvelle complexité du monde. En effet, nous voulons des réformes de fond, socialistes, ainsi que l'a entériné notre dernière déclaration de principes, prônant « *une économie de marché régulée par la puissance publique* » (art.6), avec « *un parti réformiste* » (art.14) défendant « *le socialisme démocratique* ». Mais reste à savoir **quel réformisme** car, dans l'idée de réforme, ce qui pose question c'est le contenu que nous voulons lui donner : **prétendons-nous toujours « porter un projet de transformation sociale radicale »** (art.14) ?

30 mois après nos succès électoraux majeurs de mai - juin 2012, notre électorat récuse une politique gouvernementale tournant le dos à la promesse présidentielle du changement, une politique dorénavant perçue comme un reniement alliant l'improvisation aux provocations, telle que la stigmatisation des chômeurs par le ministre de l'Emploi, l'intention affichée par le ministre de l'Economie de diminuer les indemnités de l'assurance chômage, le report indécent de la revalorisation des petites retraites sur laquelle s'était pourtant engagé le Premier ministre dans le pacte de solidarité, la réduction des prestations familiales annoncée par la ministre des Affaires sociales.

Et si, dans le cadre des états généraux du PS nous commençons par nous poser quelques vraies questions :

- ▶ Les dirigeants de notre parti se sont-ils totalement ralliés à la pensée unique pour adopter les recettes gouvernementales de la droite que nous dénonçons hier, renforçant ainsi l'audience de l'extrême droite qui attend son heure ?
- ▶ Avons-nous à ce point perdu toute lucidité pour reprendre les modèles périmés des « new libéraux » des années 90, Blair et Schröder, dont la conversion antisociale au libéralisme a discrédité la gauche social-démocrate en Grande-Bretagne et en Allemagne ? Pouvons-nous laisser François Hollande et Manuel Valls, en pleine dérive, ruiner à leur tour le crédit de la gauche en France ?

Le paradoxe est que ceux que les médias appellent « l'aile gauche » du PS - qui irait aujourd'hui selon eux de notre courant *Maintenant la gauche* aux « frondeurs » de *Vive la gauche* - tous ceux là donc, deviennent en fait les premiers - sinon les derniers - défenseurs du programme présidentiel de 2012, pourtant loin d'être maximaliste par rapport au projet socialiste que nous avons, ensemble, très largement adopté en 2011.

Dire que la réduction à marche forcée des déficits publics dans un contexte de croissance quasi-nulle contribue à comprimer l'activité, et donc à aggraver la récession, le chômage et la dette publique, même les experts du FMI le reconnaissent aujourd'hui, mais pas le gouvernement présumé socialiste.

Dire que la baisse des dotations aux collectivités locales menace gravement l'investissement public à un moment où la France n'a jamais eu autant besoin d'investir pour préparer l'avenir, c'est ce que nous disions tous quand Sarkozy était au pouvoir, mais le gouvernement prétendument socialiste ne veut plus l'entendre et accélère encore le désengagement de l'État.

Et qu'ajouter encore sur le contrôle des chômeurs, la suppression envisagée des seuils sociaux, la généralisation progressive du travail le dimanche et la nuit, la remise en cause possible des 35 heures, la perspective d'une hausse de la TVA ? Autant d'abandons potentiels de marqueurs de gauche qui fondent notre carte d'identité de socialistes, celle qui déplaît tant à Manuel Valls, et que son compère Cambadélis veut falsifier, comme il le ferait d'un diplôme universitaire...

Au moment où le gouvernement s'apprête à couper lourdement dans les dépenses sociales et dans les dépenses publiques comme le détaillent les projets de loi de finance pour 2015, par le recours possible au 49-3 pour étouffer toute contestation parlementaire issue de nos rangs, nous avons envie de dire, comme Emmanuel Maurel et beaucoup d'autres camarades, une majorité peut-être : « *vous ne pouvez pas faire cela en notre nom !* ».

Voilà pourquoi, **plutôt que d'états généraux socialo-socialistes de diversion, c'est d'un Congrès de clarification dont nous avons besoin, le plus vite possible pour commencer à reconstruire une alternative à gauche.**